

**Kamal LAGTATI**

**Professeur assistant EST Lâayoune Université Ibn Zohr  
Agadir**

**Laboratoire de Recherche Droit Gouvernance et  
Développement FSJES Agadir**

[Kamal.lagtati@gmail.com](mailto:Kamal.lagtati@gmail.com)

## **La loi n° 114-13 relative au statut de l'auto- entrepreneur**

### **Un texte situé à l'intersection de problématiques juridiques, sociales et fiscales**

#### **Résumé :**

Pour encourager la création d'entreprises le Maroc a adopté la loi n° 114-13 du 19 février 2015 relative au statut de l'auto-entrepreneur. Ce texte a pour ambition la création d'emplois et la lutte contre le secteur informel. Pour la réalisation de ces deux objectifs la loi sur le statut d'auto entrepreneur a accordé un certain nombre d'avantages juridiques et fiscaux aux personnes souhaitant franchir le pas et devenir leurs propres patrons.

Toutefois, et malgré son attractivité la loi sur le statut de l'auto entrepreneur soulève encore un certain nombre d'interrogations. Elle s'est inspirée de la loi française de 2008 sans s'adapter au contexte marocain qui a ses propres particularités. Ainsi aux insuffisances que présentait déjà la loi française se sont ajoutées celles qui sont spécifiques au marché marocain.

Ces insuffisances reflètent les attentes des différentes personnes intéressées par le nouveau statut. En plus des réponses qu'il faut apporter à ces attentes, le gouvernement marocain devra adopter d'autres mesures destinées à promouvoir l'entrepreneuriat.

**Mots clés :** Auto entrepreneur - secteur informel - emploi -  
dématérialisation - insécurité -

## INTRODUCTION :

Afin de faire face au chômage de masse de jeunes et réduire le poids de l'économie de l'informel, le Maroc a, à l'instar d'autres pays<sup>1</sup>, adopté une loi<sup>2</sup> pour favoriser l'auto-emploi. Cette loi relative au statut d'auto entrepreneur a pour but d'inciter au «retour à la légalité», et de «développer l'esprit entrepreneurial ». Selon David ROBALINO, manager et Lead Economist à la Banque mondiale «L'entrepreneuriat est l'une des grandes sources de création d'emplois dans les pays à faible taux de croissance».

La loi sur l'auto-entrepreneuriat permet également à celui qui a perdu son emploi de pouvoir rapidement retrouver une activité dans de bonnes conditions et de facturer de nouveau en toute légalité (LEVRATTO N., et SEVERIN É. 2009).

La philosophie d'inspiration libérale du régime de l'auto-entrepreneur est de lever les obstacles, essentiellement bureaucratiques et fiscaux, à la création d'entreprise. Ce régime a été conçu et présenté comme une démarche simplifiée de création d'entreprise (VIVANT E. 2014).

Le statut d'auto entrepreneur ne fait pas l'unanimité sur ses bienfaits et avantages. Certains y voient une forme particulière de la crise du capitalisme et de la réduction des coûts de production. Il serait loin de l'image véhiculée par l'idée de la « liberté d'entreprendre » ou d'une amélioration du statut du travailleur permettant la fin de la subordination juridique du salarié (AYA OVI GEORGES ADANDOGOU H. 2016).

---

<sup>1</sup> En France le régime de l'auto entrepreneur a été créé dans le cadre de la loi de modernisation de l'économie LME du 4 août 2008, entrée en vigueur en 2009.

<sup>2</sup> Un texte, préparé par le département de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique a donné lieu au Dahir n° 1.15.06 du 29 *rabii* II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°114-13 relative au statut de l'auto-entrepreneur (publié BO 19 mars 2015).

En effet, l'auto-entreprenariat viserait plutôt à imposer directement à soi-même les lois du marché, c'est-à-dire à permettre une auto-aliénation (BONGIORNO Y., LE DUIGOU J.-C., MANSOURI-GUILANI N., JNATON J.-F., NÉDÉLEC C., 2013, et non une émancipation (PSAO P. 2009).

Pour d'autres, le statut d'auto-entrepreneur participerait à la dérégulation du travail en poussant plus loin le système de la sous-traitance et de la flexibilité dans un contexte de crise du travail et de licenciements massifs (LEGRAND V. 2010).

Malgré ces critiques, le statut d'auto-entrepreneur suscite un grand intérêt en raison de la possibilité qu'il offre d'accéder plus facilement à l'entreprenariat (DAÏD G. et NGUYÊN P. 2014). Cette simplification avait pour but de rendre ce régime plus attractif ce qui permettra son adoption par une majorité de personnes et la réalisation au final des objectifs que s'est fixé le gouvernement marocain : à savoir lutter contre l'informel et créer de nouveaux emplois (1.). Pour réaliser ces deux objectifs la nouvelle loi a accordé des facilités et des avantages pour permettre et encourager l'accès au régime d'auto-entreprenariat. Toutefois, malgré l'importance des apports de la nouvelle loi, celle-ci présente encore quelques insuffisances et lacunes qui doivent être comblées pour éviter l'échec futur du statut d'auto-entrepreneur (2.).

### **1. Les objectifs de la loi n° 114-13 sur le statut d'auto-entrepreneur**

La loi sur le statut d'auto-entrepreneur ambitionne de contrôler l'économie informelle et inciter ses unités à s'orienter vers la légalité à travers des avantages juridiques, fiscaux et sociaux. Elle lutte par cela contre la concurrence déloyale de certaines personnes qui, en restant dans la clandestinité, se trouvent exemptés de toute obligation ou charge (1.1).

La législation sur l'auto-entreprenariat vise également à redynamiser le marché du travail en créant de nouveaux

emplois. Le Maroc est l'un des pays où le nombre de personnes sans emploi est encore élevé. C'est ainsi que l'auto-entreprenariat s'est inscrite dans la continuité des plans et programmes du Royaume destinés à lutter contre le chômage et la précarité (1.2).

### **1.1 Lutter contre le secteur informel**

Le secteur informel est défini comme « tout ce qui n'est pas organisé de façon formelle »<sup>3</sup>. Il s'agit de toute activité exercée en dehors du droit et de manière clandestine. L'activité n'obéit pas aux règles du marché du travail<sup>4</sup> et se trouve exemptée de toutes obligations juridiques ou fiscales<sup>5</sup>.

Au Maroc, comme dans la majorité de pays principalement d'Afrique, l'activité informelle continue de jouer un rôle prépondérant dans l'économie. Elle repose sur un compromis social, un consensus muet autour de la tolérance du non-respect de la loi (CISSE 2001). En effet, du politicien à l'homme de la rue, de l'intellectuel à l'analphabète, de l'Etat à l'individu, du citadin au paysan, tout le monde est soit opérateur, soit bénéficiaire des biens et services fournis par ce secteur. L'informel agit ainsi à la fois comme soupape de sécurité (ABDELNOUR 2012) et amortisseur des chocs sociaux dans un pays qui connaît un fort taux de chômage<sup>6</sup>.

Toutefois si la pratique de l'économie informelle procure des gains faciles, l'ampleur des conséquences sur la société est importante. L'évasion fiscale et le travail au noir pénalisent grandement les individus qui respectent les lois et doivent supporter un fardeau fiscal additionnel. Ainsi les entreprises qui

---

<sup>3</sup> Définition donnée par le Petit Robert.

<sup>4</sup> Larousse consulté le 27-08-2016 sur Larousse.fr

<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/informel/43004/locution?q=secteur+informel#10982739>

<sup>5</sup> Le cas vendeurs à la sauvette, par exemple, appelés au Maroc « *Moul lfracha* ».

<sup>6</sup> Ainsi par exemple une sorte de contrebande s'exerce dans la zone franche Sebta et Mellila en raison du manque d'opportunités d'emploi dans les régions nord du Maroc.

sont en règle ont à faire face à une concurrence déloyale préjudiciable à l'emploi, de la part de ceux qui ne respectent pas les obligations générales fiscales et sociales. De même, les travailleurs au noir ne bénéficient d'aucune protection sociale et les consommateurs d'aucune garantie. Les emplois et les revenus générés par l'économie informelle sont des emplois et des revenus perdus dans l'économie formelle. Cette dernière se trouve débordée par les bas prix que pratiquent tous ceux qui se sont déliés de toute responsabilité fiscale ou sociale<sup>7</sup>.

Les personnes qui exercent dans l'illégalité sont les premiers à souffrir de leur propre clandestinité. Ils ne peuvent bénéficier ni de crédits bancaires ni recouvrer légalement leurs créances en cas de litiges les opposant à des clients insolvable. De même dans certains secteurs comme les Bâtiments et Travaux Publics, les grandes entreprises favorisent les artisans exerçant dans la légalité et qui ont la capacité de délivrer des factures. Ceci leur permet d'être en sécurité en cas de litige. Ainsi tous ceux exerçant dans l'illégalité se trouvent défavorisés par rapport aux autres. Enfin l'exercice dans l'informel empêche l'accès facile à l'exportation. Au Maroc les personnes dont les activités ne sont pas déclarées, ne peuvent pas vendre – ou difficilement – aux sociétés étrangères, qui leur demandent presque systématiquement une facture.

Toutefois malgré ces nombreux inconvénients une majorité de citoyens marocains exercent encore illégalement et en toute impunité leurs activités au détriment de l'Etat et principalement son trésor public. Comment expliquer alors ce phénomène d'entreprises informelles qui s'éternisent dans l'illégalité, et ne franchissent pas le seuil de la formalisation ?

Une distinction doit être faite selon que l'activité informelle a été choisie et cultivée ou bien subie. Lorsqu'elle relève d'un

---

<sup>7</sup> Ceci a pour conséquence l'incohérence dans le comportement de certaines personnes qui sont à la fois satisfaites d'avoir pu s'approvisionner à bas prix et en même temps en colère lorsqu'une entreprise cesse d'exister ou réduit ses effectifs sous la contrainte d'une concurrence déloyale.

choix l'activité informelle ne peut aucunement se justifier. Elle doit être combattue avec force et sanctionnée avec fermeté. Les personnes s'adonnant à une telle activité le font pour tirer des avantages en recourant à la fraude dans la plupart des cas<sup>8</sup>. L'apparence de la légalité nuit à la concurrence et crée un sentiment d'injustice pour une minorité qui même si cela lui permettra d'optimiser ses résultats ne cherchera jamais à frauder.

Le second type d'activité informelle n'est pas volontaire. Ce sont des personnes qui subissent leur clandestinité pour des raisons de chômage et de précarité. Lutter contre ce type d'activité nécessite d'agir de manière générale sur le chômage. C'était justement l'un des objectifs de la nouvelle loi sur le statut d'auto entrepreneur. Cette loi a été envisagée comme l'une des solutions pour sortir de l'informel. Elle constitue certes une bonne initiative mais qui reste malheureusement insuffisante. L'activité informelle génère encore le plus grand nombre d'emplois dans une économie comme l'économie marocaine. Aujourd'hui l'informel représente la forme originelle, normale et majoritaire du tissu économique des pays en développement. Son éradication relève pour le moment presque de l'impossible.

## **1.2 La création d'emploi**

Le second objectif de la loi sur le statut d'auto entrepreneur est la lutte contre le chômage et la création de nouveaux emplois<sup>9</sup>. L'entreprise (petite, moyenne ou grande) participe à la réalisation de cet objectif (GALLOIS-COCHET D. 2009). Elle

---

<sup>8</sup> Ainsi même si les incitations fiscales sont importantes, elles n'ont pas séduit grand monde. Les raisons de ces réticences sont principalement la crainte que cette insertion dans le formel coûte chère à l'entreprise.

<sup>9</sup> Le chômage suit son trend haussier. Son taux effleure les 10 % au niveau national, 14,6 % en milieu urbain et 21,1 % entre 25-34 ans, le taux d'activité de la population a baissé et le nombre de personnes sans emploi a accusé un accroissement de 86 000 personnes. L'économie marocaine n'a créé que 21 000 postes d'emploi nets.

constitue une base essentielle du tissu productif national (NAKHLI M. 1999). Elle contribue de manière significative à la croissance, à l'emploi, à la lutte contre la pauvreté et au développement local et régional (PATUREL R. 2012).

Une majorité de pays utilise aujourd'hui la création d'entreprises comme un outil anti-chômage (ABDELNOUR 2012) (FAYOLLE A. 2012). Au Maroc l'incitation à la création d'entreprise est devenue une stratégie privilégiée pour non seulement surmonter les difficultés d'insertion des diplômés dans la vie professionnelle mais également afin de contribuer positivement au développement socioéconomique du pays (EL JAOUHARI Y. 2015)

Le Royaume désireux de favoriser l'entrepreneuriat et soucieux de simplifier les démarches liées à la création d'entreprise a décidé de permettre à certaines personnes d'être des auto-entrepreneurs autrement dit d'être à la tête de leur activité et de devenir plus facilement leur propre patron. De nombreuses études menées dans des pays étrangers ont montré que l'auto-emploi constitue un instrument efficace pour lutter contre le chômage (GEORGELLIS Y. & WALL H.-J 2000), et font valoir que les politiques favorables à l'auto-emploi sont des outils rentables dans la création de nouveaux emplois<sup>10</sup> (ETTIBARI B. 2002).

Toutefois la création d'emploi par la promotion de l'auto-entrepreneuriat ou l'entrepreneuriat de manière générale se heurte encore à plusieurs obstacles (SEBTI K. 1997). Certains sont généraux (accès au financement du fait de la réticence des banques<sup>11</sup> (BOUSSETTA M. 2013), lourdeur et complexité des

---

<sup>10</sup> Enquêtes menées en Suède et en Grande Bretagne ont été réalisées à partir des mêmes données que celles de l'enquête du Panel des ménages britanniques recueillies par l'Institut ESRC pour la recherche sociale et économique de l'Université d'Essex.

<sup>11</sup> Pour contrer cela les pouvoirs publics marocains ont mis en place depuis 1987 une nouvelle modalité de financement appelée «crédits jeunes promoteurs» concrétisée par la loi n° 36 / 87, puis par la loi 13 / 94, Ce qui a permis la mise en œuvre d'un Fonds Spécial d'un milliard de dirhams pour la promotion de la création de MPE par des jeunes diplômés chômeurs.

procédures administratives (LEVRATTO N., et SEVERIN É. 2012)) d'autres sont spécifiques (accompagnement inadapté, absence de culture d'entreprise, etc.).

Pour faire face à ces difficultés et essayer de les surmonter, une première expérience a été tentée par les pouvoirs publics marocains en 2006. Un programme appelé « *Moukawalati* »<sup>12</sup> a été lancé comme appui à la gestion et à la création de micros et petites entreprises. Il vise à développer l'esprit d'entreprise et dépasser la préférence générale pour le salariat dans le secteur public très développée chez les jeunes diplômés chômeurs<sup>13</sup>. L'avantage du programme « *Moukawalati* » était l'accompagnement pré et post création d'entreprise. Ainsi les entrepreneurs sélectionnés étaient soutenus tout au long de la réalisation de leurs projets.

Toutefois, le programme n'a pas apporté les résultats espérés. L'échec avait pour cause trois contraintes : d'abord les procédures et les démarches restent lourdes en raison de la multiplication des intervenants ce qui a eu pour conséquence une lenteur dans le traitement des dossiers. Ensuite l'accès au financement pour les porteurs de projets, a toujours été difficile (RIFKI H. 1993). Cette difficulté est toujours d'actualité. Malgré les mécanismes publics de garantie des crédits, les banques demeuraient réticentes et continuent de favoriser une logique de rentabilité au détriment de l'approche du programme « *Moukawalati* » qui est d'essence sociale (BOUSSETTA M. 2013). Enfin le manque d'expérience de porteurs de projets et jeunes entrepreneurs ainsi que la faiblesse de la culture d'entreprise ont fortement participé à l'échec du programme « *Moukawalati* ».

---

Toutefois après plusieurs années d'expérience et de mise à l'épreuve, les résultats obtenus par ces mécanismes financiers se sont avérés extrêmement faibles.

<sup>12</sup> Ce programme cible les diplômés lauréats de la formation professionnelle ainsi que les chômeurs diplômés de l'enseignement supérieur ou ayant leur baccalauréat.

<sup>13</sup> Le programme s'appuie sur un système de sélection après dépôt du dossier. Seuls les projets les plus prometteurs sont retenus.



C'est ainsi que la nouvelle loi sur l'auto-entrepreneuriat, en tirant les leçons des causes de l'échec du programme « *Moukawalati* » est venu améliorer le processus de création d'entreprise en le facilitant encore plus et en rendant la création de sa propre activité encore plus attractif. Elle a apporté des nouveautés en ce sens mais qui se sont révélées insuffisantes sur le plan pratique.

## **2. Les apports et les insuffisances de la loi n° 114-13 sur le statut d'auto-entrepreneur**

L'auto-entrepreneur a été défini par l'article 1 de la loi n° 114-13 comme « toute personne physique qui exerce, en son nom personnel, à titre individuel, une activité indépendante, basée sur sa propre force de travail, ses compétences, ou son savoir-faire pour générer un revenu et qui exerce une activité commerciale, industrielle, artisanale ou une prestation de service, dont le chiffre annuel est inférieur ou égal à 500.000 dirhams, pour les activités commerciales, industrielles et artisanales et 200.000 dirhams, pour les prestations de services ». Cette définition met l'accent sur les conditions nécessaires pour bénéficier du statut d'auto-entrepreneur. L'activité doit être exercée au nom de la personne et de manière indépendante (HENLEY A. 2007). Elle ne peut être exercée qu'à titre principal et non complémentaire<sup>14</sup>. Des seuils en chiffres d'affaires ont été fixés pour limiter l'auto-entrepreneuriat aux petites et moyennes entreprises.

Certaines catégories de personnes sont exclues de ce statut. C'est le cas des personnes exerçant des professions n'entrant pas dans le régime du forfait<sup>15</sup>, les salariés du secteur privé, les personnes exerçant des professions libérales réglementées, les fonctionnaires, les agents de l'Etat, collectivités locales,

---

<sup>14</sup> Contrairement au régime d'auto-entrepreneur français qui donne les deux possibilités

<sup>15</sup> En vertu du décret n° 2-08-124 du 3 jourmada II 1430 (28 mai 2009).

organismes et entreprises publiques et personnes morales de droit public.

En ce qui concerne la procédure d'accès à ce statut, le Maroc a adopté une politique d'incitation des jeunes à s'inscrire sur le registre des auto-entrepreneurs. Cette incitation passe essentiellement par une simplification et allégement des formalités. Toutefois cette simplification ne s'est pas révélée sans risque (2.1).

Des avantages ont également été accordés à ceux qui optent pour l'auto-entreprenariat (LECLERCQ G., GOUILLY-FROSSARD M. et CHALVIN M. 2015). Ces personnes bénéficieront d'une fiscalité privilégiée et d'un régime de couverture médicale et sociale. Ces avantages, du moins ceux concernant le côté social, n'ont pas encore été bien précisés puisque d'autres législations devaient le faire et qui n'ont pas encore été adoptés (2.2).

## **2.1 L'accès au statut d'auto-entrepreneur**

Pour accéder au statut d'auto-entrepreneur la procédure a été simplifiée. Le prétendant à ce nouveau statut est dispensé d'inscription au Registre de commerce et des sociétés (Article 2 al.3 de la loi n° 114-13). Sur simple présentation de sa carte d'identité nationale, il se voit remettre un identifiant et il est inscrit au registre des auto-entrepreneurs<sup>16</sup>. Le gain de temps et d'argent est l'argument qui a été largement exploité pour mettre en avant l'intérêt de la dispense d'immatriculation. Cette dispense, qui est une mesure phare du dispositif de l'auto-entrepreneur n'est accordée que de manière provisoire en quelque sorte. Il faut, en effet, que l'entreprise reste de petite envergure. Dès que l'entreprise prend de l'importance et sort des

---

<sup>16</sup>Les modalités d'inscription sont fixées par voie réglementaire accompagnée de la déclaration d'existence prévue à l'article 148-V du code général des impôts.

seuils prérequis (seuils imposés par la loi), elle est soumise à une obligation d'immatriculation.

Toutefois, même si ces simplifications peuvent se révéler bénéfiques, elles ne sont pas pour autant dénuées d'inconvénients. Ainsi par exemple l'auto-entrepreneur ne pourra pas exploiter un fonds de commerce comme locataire-gérant. Le locataire-gérant est, en effet, obligé de s'inscrire au Registre de commerce et des sociétés.

De même, ce que l'entrepreneur gagne en termes de simplification et d'économie, il le perd en termes de sécurité (NURIT-PONTIER L. 2009). Passé l'euphorie de la facilité avec laquelle il est possible de lancer son activité, l'auto-entrepreneur ne doit pas se voiler la face : son statut implique par sa simplicité une certaine insécurité. Les formalités à accomplir, et malgré leurs lourdeur, constituent la meilleure protection contre les fraudes qui ont tendance à se multiplier ces dernières années. Toujours dans cette démarche de simplification, l'auto-entrepreneur est dispensé d'avoir un local autonome destiné à l'exercice de l'activité. L'absence d'un local professionnel qui pouvait constituer un handicap pour le lancement de l'activité n'a plus lieu d'être puisque l'article 3 de la loi permet à l'auto-entrepreneur de domicilier son activité chez lui en utilisant sa résidence principale (ou des locaux exploités en commun par plusieurs entreprises) comme lieu d'exercice de son activité professionnelle. Selon l'article 4 de la loi cette résidence principale reste protégée puisqu'elle ne peut faire l'objet de saisie (LEBOVICI S. 2010). Toutefois, si la dispense de local peut être source de satisfaction pour une personne qui lance une activité de très petite taille, cela peut constituer un inconvénient important pour celui qui veut développer une activité plus grande à titre principal, et doit pouvoir compter sur une certaine stabilité de son lieu d'exploitation (NURIT-PONTIER L. 2009).

Pour réduire les déplacements et assurer un gain de temps, la procédure d'inscription a été dématérialisée. Le gouvernement a mis en place une plate forme électronique qui a pour but d'assurer l'échange des informations et des données relatives aux auto-entrepreneurs, le suivi des inscriptions, des radiations et des réinscriptions au registre national de l'auto-entrepreneur, le suivi des déclarations des chiffres d'affaires encaissés et les services de l'information et de la sensibilisation des auto-entrepreneurs en partenariat avec les établissements publics, les administrations centrales et locales ainsi que le secteur privé (article 11 de la loi).

Les paiements se font aux guichets de Poste Maroc « *Barid Almaghrib* »<sup>17</sup>. C'est l'organisme qui a été choisi pour assurer la gestion de l'ensemble des opérations liées aux auto-entrepreneurs<sup>18</sup>. Il réceptionne les demandes d'inscription audit registre et les communique aux administrations et organismes concernés. Il perçoit et transfère le montant de l'impôt et des cotisations sociales versés par l'auto-entrepreneur à l'Etat et aux organismes concernés (article 6 de la loi).

Pour assurer un accompagnement aux auto-entrepreneurs l'organisme gestionnaire (« *Barid Almaghrib* ») met en place dans l'ensemble du territoire, des guichets d'accueil, d'orientation, de conseil et d'accompagnement des auto-entrepreneurs. De même, l'Agence Nationale de la PME (ANPME) est chargée de mettre en place et de renforcer pour le compte de l'Etat des programmes et des initiatives de sensibilisation, d'assistance et d'appui aux auto-entrepreneurs (article 13 de la loi).

---

<sup>17</sup> Le choix de cet organisme a été dicté par le fait qu'il dispose au Maroc du plus grand maillage territorial en termes de réseau d'agences en plus d'une grande confiance auprès de la population.

<sup>18</sup> Des conventions ont été signées entre *Barid Almaghrib* et des banques commerciales pour permettre à ces dernières de proposer également ces prestations et éviter un monopole de Poste Maroc. Concrètement il s'agit de proposer ce service au niveau de leur réseau respectif d'agences. Ce dispositif a été déployé dans 718 agences.

Enfin pour assurer un suivi de l'évolution du statut d'auto-entrepreneur un Comité National a été créé auprès du ministère chargé du commerce et de l'industrie et dont le rôle est de mobiliser les fonds nécessaires, coordonner les actions des parties et fixer leurs responsabilités, réaliser ou faire réaliser des études et des enquêtes sur le statut de l'auto-entrepreneur et enfin établir un rapport annuel sur le bilan de la mise en œuvre du statut de l'auto-entrepreneur (article 14 de la loi).

Comme pour le commencement de l'activité d'auto-entrepreneuriat, mettre un terme à celle-ci a aussi été simplifié. Pour être radié du Registre national d'auto-entrepreneur il suffit d'en faire la demande. La radiation peut également avoir lieu en cas de non-déclaration du chiffre d'affaires ou de déclaration d'un chiffre d'affaires nul pendant une année civile, la transformation en statut de société quelle que soit sa forme juridique, le non-versement de l'impôt et de la cotisation sociale, l'encaissement d'un chiffre d'affaires annuel pendant deux années consécutives supérieur aux seuils fixés à l'article premier de la loi ou encore si une décision judiciaire de radiation du registre national a été prononcée à l'encontre de l'auto-entrepreneur pour le non-respect des textes législatifs et réglementaires.

Enfin le texte de la loi a prévu des sanctions sévères en cas d'omission par l'auto-entrepreneur d'accomplir certains actes. Ainsi, par exemple, la non-déclaration ou la déclaration d'un chiffre d'affaires nul, après une année d'exercice, est sanctionnée par une radiation. C'est une sanction qui peut être perçue comme arbitraire. En effet un chiffre d'affaires nul la première année peut avoir plusieurs raisons. Rien que l'obtention d'un financement peut nécessiter de longs délais. Une radiation du registre comme sanction immédiate peut être disproportionnée par rapport à l'acte lui-même. Il aurait fallu prévoir des sanctions dégressives allant de l'avertissement. Ceci laissera le temps à la personne concernée de régulariser sa situation. C'est

dans le cas seulement où l'auto entrepreneur ne trouve pas d'issue à ses difficultés ou il refuse de se conformer aux règles qu'il peut être sévèrement sanctionné.

## **2.2 Les avantages du statut d'auto entrepreneur**

Pour encourager l'auto entrepreneuriat, l'Etat a prévu un certain nombre d'avantages pour les personnes qui souhaitent accéder à ce nouveau statut (BARNIER L.-M., CONTI M., LÉVY-TADJINE T. 2013). Ainsi l'auto-entrepreneur bénéficiera d'un régime fiscal spécifique (article 2 de la loi) : il paiera un impôt au taux simplifié calculé sur la base de son chiffre d'affaires mensuel ou trimestriel. Ce taux est de 1% pour les activités industrielles commerciales ou artisanales (pour un CA ne dépassant pas 500000 dhs), et 2% pour les activités de services (pour un CA ne dépassant pas 200000 dhs)<sup>19</sup>. Les plus values nettes résultant de la cession ou du retrait des biens corporels ou incorporels affectés à l'exercice de l'activité sont imposables par voie de rôle suivant les modalités prévues à l'article 40-I du Code général des impôts et selon les taux du barème prévu par ce code.

L'activité est exonérée de TVA. En revanche, elle reste soumise à la taxe professionnelle, à partir de 5 ans d'activité.

Certaines personnes sont exclues du bénéfice de l'application du régime de l'auto entrepreneur prévu à l'article 42 bis du Code général des impôts<sup>20</sup>. C'est le cas des architectes, assureurs, avocats, chirurgien, etc.

L'auto entrepreneur bénéficiera également d'une couverture médicale et sociale. Ceci était jusque là hors de portée de la majorité des travailleurs indépendants. L'absence d'accès aux soins et aux prestations sociales est l'une des principales raisons

---

<sup>19</sup> À titre d'exemple un plombier qui génère un revenu annuel de 100000 dhs n'aura à payer que 2000 dhs d'impôts.

<sup>20</sup> Décret n° 2-15-263 relatif à l'exclusion des contribuables exerçant certaines professions, activités et prestations de service du bénéfice du régime fiscal applicable à l'auto entrepreneur.

de la précarité qui touche les personnes exerçant dans le secteur informel. Bénéficier de ces prestations peut constituer une motivation pour accéder au statut d'auto entrepreneur. Ainsi pour reprendre l'expression d'un expert « prévoir un régime de soin et de retraite est la carotte des pouvoirs publics pour attirer des personnes qui se plaignent d'une précarité dans l'exercice de leur métier ». La loi a prévu que les versements commenceront à compter de la date de l'entrée en vigueur de la législation relative au régime de la couverture sociale et médicale visé à l'article 2 (article 15 de la loi).

En revanche, l'auto-entrepreneur qui se fait radier du Registre national d'auto entrepreneur ne peut plus bénéficier de l'ensemble de ces avantages. Il demeure cependant redevable du montant de l'impôt dû et des cotisations sociales non versées avant sa radiation. Ainsi s'il souhaite se réinscrire après sa radiation, il doit payer les montants dus au titre de l'impôt et des cotisations sociales.

Le régime de protection sociale doit être rapidement mis en place. C'est l'une des conditions pour réussir le nouveau statut et augmenter son attractivité auprès des jeunes sans emploi. Si l'objectif du statut d'auto entrepreneur est de faire sortir certaines personnes de la clandestinité et de les faire travailler dans la légalité pour qu'elles puissent avoir accès à des avantages sociaux comme la retraite ou l'assurance maladie, la loi actuelle se contente d'affirmer que les conditions et les modalités du bénéfice du régime de couverture sociale et médicale seront fixées par une législation particulière.

Ceci dit le manque d'adoption d'une législation relative aux prestations sociales précise et complète n'est pas suffisant. Car même adoptée, une telle législation nécessite de prévoir un contrôle à posteriori en raison du risque de détournement de la loi de son objectif. En effet, un certain nombre d'entreprises, plutôt que d'embaucher, demanderaient illégalement à leurs salariés de prendre le statut d'auto-entrepreneur et de facturer

des prestations à l'entreprise, afin d'augmenter leur flexibilité et leur productivité (par la précarisation), et de s'épargner les cotisations salariales. L'absence de contrôle favorisera ainsi une sorte de salariat déguisé.

De telles pratiques doivent être sévèrement sanctionnées<sup>21</sup> (DUQUESNE F. 2016). Un employeur qui détourne un contrat de travail par la création d'une prestation de service réalisée par un travailleur faussement indépendant devra voir le contrat de prestation requalifié en contrat de travail et s'exposer à payer des amendes.

### **CONCLUSION:**

S'il est vrai que le nouveau statut d'auto entrepreneur peut susciter bien des vocations, il n'en reste pas moins qu'en pratique certaines failles sont à déplorer et les porteurs de projets voient leur élan freiné par des zones d'ombres qui persistent autour du régime de l'auto entrepreneur ainsi que les risques financiers encourus. Le texte de loi a été envisagé comme une réponse aux attentes réelles des créateurs d'entreprises souvent découragés par la lourdeur des formalités constitutives et des obligations administratives liées à leur exploitation ainsi que par les risques financiers qu'ils courent. Or, il convient de se demander si cette « version *light* » de l'entreprise individuelle qu'est l'auto-entrepreneur est susceptible de répondre pleinement à ces attentes.

Les allègements des formalités constitutives qui représentent un argument de poids peuvent être aussi une source d'insécurité. L'idée selon laquelle l'auto-entrepreneur permet une période d'essai sans risque est un leurre. Malgré une apparente simplicité, le régime masque beaucoup d'insécurité.

---

<sup>21</sup> Ainsi par exemple la Cour de cassation française a décidé en 2015 que l'associé qui se comporte en dirigeant de fait en organisant l'activité d'anciens salariés d'une société sous le statut d'auto entrepreneur au profit de cette société, expose sa responsabilité pénale ainsi que celle de la personne morale au titre du délit de travail dissimulé par dissimulation d'emploi accompli pour le compte de cette dernière.



L'entrepreneur habilement conseillé préférera peut-être quelques contraintes liées à l'immatriculation à une dispense qui le mettra peut être en danger. Quelques lourdeurs administratives ne valent-elles pas mieux qu'une insécurité juridique ?

Le texte a été envisagé également comme un moyen pour faire sortir des centaines de milliers de marocains de la clandestinité. L'objectif paraît trop ambitieux au vu du contexte actuel du Royaume. En effet ce n'est pas la multiplication des lois qui permettra d'éradiquer l'économie informelle au Maroc. Même si le texte de loi a le mérite d'exister, il aurait fallu travailler sur l'amélioration de l'environnement des PME en termes de formation, de coaching et d'accès au financement. Une fois ces problèmes résolus la loi pourra jouer son rôle qui est la sécurité. Enfin le texte avait pour objectif de lutter contre le chômage. Cette ambition reste aussi difficile à réaliser. En effet les personnes sans emploi n'ont généralement pas suffisamment de ressources pour créer une entreprise. Le problème se situe plus au niveau du manque de moyens qu'au niveau de la bureaucratie de l'administration.

De manière générale, le texte de la loi sur l'auto entrepreneur contient, dans sa version actuelle, de nombreuses lacunes. Certaines d'entre elles sont communes à la législation française dont il s'est inspiré, d'autres sont plus spécifiques au marché du travail marocain. Le législateur français a apporté de nombreuses modifications au texte initial de 2008, chose que n'a pas faite son homologue marocain. Ce dernier s'est contenté de transporter le texte français dans sa version initiale.

En effet chaque législation convient d'abord au pays dans lequel elle a été adoptée car chaque Etat a ses propres spécificités. Une loi doit répondre aux attentes du peuple auquel elle est destinée. Un texte qui ne reflète pas le vécu quotidien, ou bien sera délaissé ou alors détourné en utilisant des moyens frauduleux.

Le texte actuel sur l'auto entrepreneuriat, et malgré les mérites qu'on peut lui accorder, n'est pas suffisant. Il va falloir d'abord

l'améliorer. En plus il faut agir sur les autres problèmes qui sont prioritaires, à notre sens, à savoir l'accès au financement, la formation professionnelle, l'accompagnement dans la création son entreprise et surtout l'éducation et la formation. Le Maroc est parmi les pays qui connaissent un faible niveau d'enseignement et de formation sur l'entrepreneuriat. Cet enseignement doit commencer dès le plus jeune âge pour permettre au citoyen marocain de se familiariser avec l'esprit entrepreneurial et lui montrer que le salariat ou la fonction publique n'est pas la seule voie possible de carrière et de réussite.

## BIBLIOGRAPHIE :

- ABDELNOUR S., L'auto-entrepreneur aux marges du salariat : de la genèse aux usages d'un régime dérogatoire de travail indépendant, Thèse doctorat, Montpellier, 2012.
- AYA OVI GEORGES ADANDOGOU H., Créer son propre emploi : une quête de liberté face au stress du travail salarié, Thèse doctorat, Paris 10, 2016.
- BARNIER L.-M., CONTI M., LÉVY-TADJINE T., Le statut d'auto-entrepreneur joue-t-il contre l'accompagnement ? Premiers questionnements et agenda de recherche. Dans LÉVY-TADJINE T., et SU Z., Entrepreneuriat, PME durables et réseaux sociaux, Paris, L'Harmattan, 2013. (pp. 163-173).
- BONGIORNO Y., LE DUIGOU J-C., MANSOURI-GUILANI N., NATON J-F., NÉDÉLEC C., Pourquoi nous travaillons ? Éditions de l'Atelier 2013.
- BOUSSETTA M., « Entrepreneuriat des Jeunes et Développement de l'Esprit d'Entreprise au Maroc : l'Expérience de *Moukawalati* », Rapport de Recherche du FR-CIEA n° 54/13, Dakar, 2013, p. 32.
- CISSE. M., Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) Besoins et Demande du Secteur Informel et des Petites Entreprises en matière de compétences professionnelles et de savoir : Perspective dans un pays en développement en Afrique, Genève, 10-13 septembre 2001.
- DAÏD G. et NGUYÊN P., Le guide pratique de l'auto-entrepreneur, 6<sup>ème</sup> éd. 2014.
- Direction Générale des Impôts, Régime fiscal de l'auto-entrepreneur, <https://www.tax.gov.ma/wps/wcm/connect/cd4e08b9-c580-4d77-bd98-> (consulté le 12-10-2017).
- DUQUESNE F. note sous arrêt Cass. Crim. 15 décembre 2015, JCP édition E, fév. 2016, n°5.

- EL JAOUHARI Y., L'entreprise sociale une nouvelle voie de développement, OLEA institute, Rabat, 2015.
- ETTIBARI B., Auto-emploi et entreprise familiale en milieu urbain au Maroc, Fac. Lettres et sciences humaines, Rabat, 2002.
- FAYOLLE A., Entreprenariat : Apprendre à entreprendre, 2<sup>ème</sup> éd. Paris, Dunod, 2012.
- GALLOIS-COCHET D., Micro-entreprise, micro entrepreneur et auto-entrepreneur, JCP E. 2009, n° 16-17 pp. 1407.
- GEORGELLIS Y. & WALL H.-J, Who are the self-employed? Review-Federal Reserve Bank of Saint-Louis, 82 (6), 2000, pp.15-24.
- HENLEY A., Entrepreneurial aspiration and transition into self-employment : evidence from British longitudinal data. Entrepreneurship & Regional Development, 19(3), 2007, pp.253-280.
- LEOVICI S., La déclaration d'insaisissabilité par l'entrepreneur individuel, Droit et Patrimoine, mars 2010, pp. 49 spéc. pp. 51.
- LECLERCQ G., GOUILLY-FROSSARD M. et CHALVIN M., L'auto entrepreneur pour les nuls, 3<sup>ème</sup> éd. 2015.
- LEGRAND V., L'auto-entrepreneur à l'ère de l'EIRL, Dalloz 2010, pp. 1898.
- LEVRATTO N., et SEVERIN É, Être entrepreneur de soi-même après la loi du 4 août 2008 : les impasses d'un modèle productif individuel. Revue internationale de droit économique, mars 2009, pp. 325-352.
- LEVRATTO N., et SEVERIN É, L'auto-entrepreneur, instrument de compétitivité ou adoucissant de la rigueur? Bilan de trois années de fonctionnement du régime. Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs, déc. 2012.

- NAKHLI M., Droit des affaires : les activités de l'entreprise, Éditions El Badii, 1999.
- NURIT-PONTIER L., Dispense d'immatriculation de l'auto-entrepreneur : une simplification non dénuée de risques, Dalloz 2009, pp. 585.
- PATUREL R., Grandeurs et servitudes de l'entrepreneuriat. Revue internationale de Psychosociologie, 2007/31 Vol. XIII, pp. 27-43, 2007.
- PSAO P., Critiquer de la valeur-dissociation. Repenser une théorie critique du capitalisme, <http://www.palim-psao.fr> (consulté le 12-10-2017).
- RIFKI H., Comment créer et financer votre entreprise au Maroc, Imprimerie Almaarif Ijadida, Rabat, 1993.
- SEBTI K., L'entreprise marocaine et la problématique de la mise à niveau : méthodologie pratique du diagnostic organisationnel, Experdata Éditions, 1997.
- VIVANT E., «Les jeunes diplômés auto-entrepreneurs : une entrée atypique sur le marché du travail», Document de travail du LATTs - Working Paper, n° 14-01, juillet 2014.